



Déclaration FSU au CHSCT 33 du 18 mars 2022

Après un mois de janvier et février épuisants pour tous les personnels, nous apprenons encore un nouveau protocole le jeudi soir pour le lundi. Protocole qui ne peut pas nous satisfaire, vu le contexte de rebond de l'épidémie corrélé à la rentrée des premières zones et à la propagation du sous variant BA2 plus contagieux encore que la souche originelle d'omicron. Nous ne comprenons pas sur quelle base scientifique le protocole s'appuie pour considérer qu'à densité égale, il y a plus de risques dans les transports en commun que dans nos classes et nos couloirs. Protocole complètement hypocrite car il ne pourra pas être appliqué dans le secondaire où les collègues ont déjà été invités à remettre le masque. Quant au test à J+2 présenté comme une obligation, qu'est ce qui pourra assurer qu'il aura été fait ?

L'absence de purificateurs d'air rend l'allègement du protocole plus risqué encore. Un équipement massif aurait permis de limiter les risques. La question de la bonne qualité de l'air dans les EPLE et services doit devenir une priorité effective de notre administration.

Venons-en aux personnels dont la santé doit être protégée par des mesures prises par l'employeur : même seuls avec un masque, y compris ffp2, ils courront plus de risque de contamination dans leurs classes d'élèves démasqués.

En conséquence, nous demandons donc que tous les personnels fragiles obtiennent comme en 2020 la possibilité de travailler à distance ou obtiennent des ASA si le travail à distance n'est pas possible et que ceux qui souhaitent rester en présentiel soient toujours équipés par des masques ffp2 fournis par l'employeur.

La crise sanitaire ne doit pas masquer la persistance des problèmes que connaît notre département. Dans certains cas, elle les a même exacerbés. Nous sommes régulièrement alertés pour des problèmes de RPS dans les EPLE : épuisement des personnels, mauvaises relations entre chefs d'établissement et équipes.

Les masques tombent dans les classes et pour le président Macron aussi. Ce CHSCT départemental se tient au lendemain de la présentation du programme du président désormais en campagne. Et c'est peu dire que les personnels de l'Education nationale ont à cette occasion été jeté en pâture à l'opinion publique. Il est désormais loin le temps où à l'occasion du confinement on avait redécouvert que le métier de pédagogue et d'éducateur qui est le nôtre ne pouvait s'improviser à domicile. Les collègues avaient été, pour une fois, reconnus dans leurs missions quotidiennes. Dans cette nouvelle réécriture de l'histoire, M. Macron évoque, à la suite son fidèle ministre Blanquer qui avait parlé de son "*sauvetage des élèves de France*", les "*enseignants qui pendant le covid se sont occupés des élèves et des enseignants qui ont disparu*".

Aucune autre profession n'est actuellement soumise à de telles remises en cause que la nôtre. Depuis ces cinq dernières années, les attaques et provocations gouvernementales, toujours menées

sous le signe du populisme n'ont servi qu'à masquer une politique exclusivement comptable. Ce que les collègues de la réforme du lycée ont pu mesurer : des inégalités renforcées et des suppressions de postes. Avec plus de 12000 euros par an un siège de lycéen coûte cher ! Si celui de son camarade de collège coûte lui presque deux fois moins cher, il ne sera pas épargné non plus et figure désormais en première place dans les projets présidentiels. Préalable à tout projet de réforme en France depuis Richelieu : établir un diagnostic de faillite systématique et désigner des coupables.

Cette vision comptable nous la retrouvons en Gironde où prévision ne rime pas avec anticipation : quelques élèves en moins, de nombreux postes encore supprimés dans le secondaire pour 2022 et une navigation à vue en ce qui concerne les 73 collègues en mesure de carte scolaire, lesquels se sont vus répondre (par le biais de leurs représentants des personnels) qu'ils devraient plutôt se réjouir de la création de 5 nouveaux collèges à la rentrée prochaine !

Manque d'anticipation aussi dans l'accueil des élèves venus d'Ukraine. On nous annonçait "*une ou deux*" arrivées dans le primaire en début de semaine : selon nos remontées nous en sommes à plus d'une dizaine et pour lesquels les difficultés administratives d'inscription n'ont pas été pris en compte par la DSDEN. Une fois encore, ce sont les collègues du premier degré qui feront face à ces situations douloureuses.